

Compte-rendu- 20 octobre 2015

Assemblée Générale des collectifs locaux Stop TAFTA Université de Créteil, 3-4 octobre 2015

Introduction : le 3 octobre matin, participation à la Coalition Climat 21.

Le Collectif Stop Tafta et les collectifs locaux s'inscrivent dans la dynamique de la Coalition Climat 21 : voir <http://coalitionclimat21.org/fr/> .

Quatre temps forts sont prévus :

1. 28 ou 29 novembre : des mobilisations partout en France
(<http://coalitionclimat21.org/fr/contenu/marchons-pour-le-climat>)
→ Il y aura un cortège libre-échange/Tafta qui s'inscrira dans le chapitre « on connaît les responsables »
 2. 5 et 6 décembre : Sommet Citoyen pour le Climat à Montreuil
(<http://coalitionclimat21.org/fr/contenu/le-sommet-citoyen-pour-le-climat>)
→ Potentielle conférence Tafta/climat
 3. 7 au 11 décembre : Zone Action Climat à Paris (<http://coalitionclimat21.org/fr/contenu/la-zone-daction-pour-le-climat>)
→ Potentielle assemblée de convergence Tafta/climat/extractivisme/etc.
 4. 12 décembre : grande action de masse à Paris, avec un mouvement unifié et puissant
(<http://coalitionclimat21.org/fr/contenu/rejoignez-la-plus-grande-action-de-masse>)
→ Ligne rouge Tafta/libre-échange
- Toutes les infos seront progressivement mises en ligne sur <http://coalitionclimat21.org/fr/>
Création d'un site mondial : <http://globalclimatemarch.org/en/>

Assemblée générale des collectifs locaux Stop TAFTA (animation : Amélie Canonne, Hélène Cabioc'h, Johan Tyszler)

11^e cycle de négociation à Miami **du 19 au 23 octobre**. Pour l'UE, les offres des USA sont insuffisantes, surtout concernant l'accès aux marchés publics. Les USA ne veulent pas que le Tafta ne soit en dessous du niveau fédéral.

1 Questions et actualité

Question de la pétition européenne ICE :

- Doit-elle continuer ou pas, être modifiée, etc. ? Cette pétition est un formidable outil de militantisme de terrain ; certains pensent qu'elle a atteint son but et a donc fait son temps.
Depuis, elle continue toujours sur <https://stop-ttip.org/fr/> et s'appelle Initiative Européenne. Et elle a été remise le 7/10 à la Commission européenne.
 - Communiquer sur le succès de la pétition européenne (+ de 3 millions de signatures) :
Communiqué de presse effectué par Collectif Stop Tafta 14.
- Demander aux citoyens d'interpeller les médias.

Agenda de ratification du Tafta :

Le TAFTA sera-t-il un **accord mixte** (et donc passera devant le Parlement français – Assemblée nationale et Sénat – après le passage au Parlement européen) ?

On ne sait pas vraiment. Les services de la Commission européenne doivent en faire la proposition au Conseil de l'UE où siègent les représentants des 28 pays de l'UE. Il semblerait que Cécilia

Malmstrom (commissaire européenne au Commerce), dans un journal espagnol, aie sous-entendu dans une formule alambiquée : « on fait ce qu'on veut ».

Mixte ou pas, le Tafta sera « **provisoirement mis en œuvre** », pour tous les domaines de compétence européenne, dès le feu vert du Parlement européen.

⇒ **Il faut interpeller les parlementaires européens, on ne peut attendre la ratification nationale !**

(débat de juristes : « tout cela n'est pas du droit constitutionnel comme on a l'habitude en France. C'est surtout de la coutume, pas du droit » : c'est le contrat qui fait le droit) => ce sont les experts de la DG Commerce qui décident si le Tafta doit être un accord mixte ou pas.

Pour faire capoter le Tafta, il faut qu'un État « fort », comme la France, se retire des négociations.

Actualité sur l'ISDS :

Face aux réticences accentuées sur l'ISDS, Malmstrom, la négociatrice de l'UE, propose une cour d'arbitrage ad hoc. Pour Stop Tafta, c'est une proposition cosmétique qui ne changera rien au fond du problème : l'arbitrage privé. Il ne s'agit en rien d'une Cour internationale publique telle que la Cour de justice de l'UE, mais bien un système juridictionnel à l'intérieur-même de l'accord.

Malmstrom propose de changer de nom : l'ISDS deviendrait l'ICS, Investment Court System, qui serait une cour de révision des rendus des tribunaux d'arbitrage classiques. Il s'agirait de la création d'un système juridique propre à l'accord.

Pour le Collectif Stop Tafta, cette proposition n'est pas satisfaisante : 1) elle ne propose pas de changement sur le fond des normes de l'accord, 2) avec ce système, des arbitres privés vont superviser des arbitres privés, il y aura toujours un entre-soi des cabinets d'avocats d'affaires internationaux.

La proposition de Malmstrom s'inspire à 80 % des propositions de la France.

Cela ne concerne pas le CETA !

Le communiqué de presse de la Commission européenne : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-15-5651_fr.htm

⇒ **Analyse de la réforme à venir !**

Question de l'Accord UE-Colombie-Pérou (en application provisoire depuis début 2012) et de l'utilité des Parlements nationaux :

Cet accord est un accord mixte : il nécessite la ratification des Parlements nationaux après celle du Parlement européen. Mais, dans le cas de la France, le gouvernement a laissé traîner l'affaire (depuis 2012 donc) et a fait passer la signature du Parlement en procédure accélérée début septembre 2015, lors d'un agenda chargé : c'est raconté sur <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1499>. Les ONG ne voulaient pas de cet accord en raison des problèmes des droits de l'Homme et syndicaux dans ces deux pays.

Ce **coup bas** pose les questions suivantes :

- les procédures du gouvernement français permettent d'**éviter** tout débat national, quand bien même un accord passerait devant le Parlement national ;
- un accord ratifié par le Parlement européen est **provisoirement mis en œuvre**, avant de passer devant un Parlement national (ce qui peut durer plusieurs années) ;
- dans ce contexte, axer une campagne sur « le Tafta doit passer ou devra de toute façon passer devant le Parlement en France » n'est pas suffisant ;
- **duplicité totale de M. Fekl**, le secrétaire d'État au Commerce extérieur, qui avait certifié « les yeux dans les yeux » aux représentants d'ONG que l'accord UE-Colombie-Pérou serait non seulement corrigé mais aussi débattu.

Actualité sur le CETA (Canada-UE) :

- La France est satisfaite de cet accord car elle aura accès aux marchés publics canadiens. Malgré le chapitre 33 qui contient l'arbitrage privé ISDS (la France fait semblant de ne pas être totalement satisfaite...).
- La signature politique a eu lieu le 25 septembre 2014. L'accord passera au Parlement européen **début 2016**, mais il n'y a pas encore d'échéancier politique précis.
- Malgré les remous de Fekl contre l'ISDS dans le Tafta, l'**ISDS est bien présent dans le CETA !**
- Dès le CETA, une entreprise US peut-elle passer par une filiale canadienne pour intervenir (ISDS) sur le territoire de l'UE ? Il semblerait à première vue que non, « ce n'est pas une circulation par des tuyaux » avec le principe de la « règle d'origine »... mais il peut y avoir une jurisprudence qui le permette...
- Premier semestre 2016 : Campagne sur le CETA, idée d'une carte de vœu CETA. Faire le lien avec le climat et la COP21 (gaz de schiste, sables bitumineux). **Tournée de Québécois dans les villes de France (infos à venir)**.
- Il y a aussi des élections au Canada en 2016...

Actualités sur le TISA (Accord de commerce des services)

- TISA : Uruguay et Paraguay ont quitté les négociations.
 - le Collectif a besoin de volontaires qui prennent en main ce dossier. Un groupe de travail européen s'est par ailleurs créé à cet effet.
- Dernière info : le TISA passerait devant la Commission INTA (commission commerce extérieur du Parlement européen) le 10 décembre prochain.*

Actualité APE Afrique de l'ouest :

C'est un accord de commerce (quotas import/export) mais pas d'investissement (c'est différent du Tafta ou du Ceta). Il y a déjà une vieille campagne contre cet Accord de Partenariat économique, mais elle est restée cantonnée aux ONG. Comment la réveiller ?
Il y aura ratification par le Parlement européen mais pas par les Parlements nationaux.
Il existe par ailleurs une campagne Stop APE en France : syndicats, et organisations de solidarité et de développement.

Un panorama des accords de libre-échange de l'UE, ratifiés et en cours de négociation, est disponible par ici : <https://www.libre-echange.info/veille/article/panorama-des-accords-de-libre-echange-de-l-union-europeenne>

2 Collectifs locaux, dans les territoires :

Collectivités hors-Tafta :

- projet de cartographie européenne à venir. Plus de 550 collectivités hors Tafta aujourd'hui (avec deux familles de motion : hors tafta et vigilance, mais la plupart appartiennent à la première).
- importance de la position du Comité des régions et de la CCRE. A utiliser :
<https://france.attac.org/se-mobiliser/le-grand-marche-transatlantique/article/le-comite-des-regions-de-l-union>
<http://www.lagazettedescommunes.com/370478/les-collectivites-europeennes-souhaitent-protoger-les-services-publics-du-ttip/>
<http://www.lagazettedescommunes.com/telechargements/Position-CCRE.pdf>
<http://fonctionpublique-technologie.fr/traité-transatlantique-les-collectivites-en-alerte/>

- élections régionales : faire circuler l'info. Écrire aux candidats locaux ? Idée de rédiger un 4 pages pour relancer les débats, ou simple argumentaire recto-verso.
- Infographie sur les impacts locaux du Tafta et les alternatives **à paraître à la mi-octobre**

Vie des collectifs locaux :

- 10-17 octobre : initiatives locales diverses
- certains collectifs Stop Tafta fatiguent, les réunions réunissent moins de monde, moins de militants volontaires ; avec les élections régionales, encore moins de volontaires à prévoir. Mais tout de même beaucoup de collectifs locaux qui demeurent actifs et motivés !
- objectif immédiat : Climat et la COP 21.
- mise en place prochaine d'un outil de partage de tracts ou matériel sur <https://www.collectifstoptafta.org/> : idée est de partager les bonnes pratiques, donner des nouvelles locales, etc.
- pour les argumentaires, les collectifs locaux demandent du matériel avec des exemples
- En bref : besoin d'info important pour les CL.
- Jean-Michel Coulomb : reprise de son bulletin mensuel ?

Panneaux « Communes hors-Tafta »

proposés par les collectifs de Bayonne et des Landes. Les collectifs locaux peuvent prendre commande (prix : 17 euros).



Il peut y avoir aussi des panneaux « zone hors-Tafta » à mettre dans les magasins bio, dans les stands paysans sur les marchés, à l'entrée de fermes, etc.

Voir bit.ly/1LxOGjR

3 Ateliers thématiques :

Tafta et PME : intervention de Mathilde (Institut Veblen)

- But : informer les PME (études aux Pays-Bas sur ce thème), répondre à la campagne de la Commission européenne qui insiste lourdement depuis 1 an sur l'impact positif sur les PME.
- Le Tafta est fait pour les multinationales, les PME vont en pâtir : <http://corporateurope.org/fr/international-trade/2015/08/ttip-tafta-ou-la-d-sillusion-des-pme>
- globalement, il y aura baisse du commerce intra-européen, substitué en partie par le commerce transatlantique
- Campagne Tafta/PME a démarré en Allemagne et Autriche, avec certaines organisations de PME nationales qui ont affiché des positions assez critiques. Appel lancé dans les deux pays : plus de 1000 signatures et témoignages de PME mis en avant.
- Enjeu : suscité une mobilisation similaire en France. Cibles : organismes patronaux et consulaires, mais aussi syndicats et salariés, coopératives, ESS.
- Problématique (contexte français) : comment proposer aux collectivités locales les plus engagées d'avoir une action d'info auprès des PME ? Car le lobby puissant des chambres de commerce vers les PME doit être contrecarré. Convient d'identifier les dirigeants de PME, et lancer un appel équivalent à celui effectué en All/Aut.
- Ne pas hésiter à envoyer des contacts idoines et à notifier tout besoin en termes de matériels à Mathilde : dupre@veblen-institute.org

- **Nouveau document (qui sera la base de la discussion) :**

http://www.veblen-institute.org/IMG/pdf/pme_ttipp_institut_veblen_141015.pdf

Tafta et climat :

- commerce international = 15 % des émissions de carbone et plus for
- le Tafta a un chapitre sur l'énergie => offensive européenne pour la libéralisation du commerce des hydrocarbures US (gaz et pétrole de schiste). L'UE veut plus d'accès aux hydrocarbures US – les États-Unis sont protectionnistes sur ce dossier – notamment pour moins dépendre de la Russie.
- la coopération réglementaire et l'ISDS privent les États de tout pouvoir d'action politique (voir le conflit Vattenfall/Allemagne)
- rôle de l'agriculture paysanne dans la préservation de l'environnement
- avec des filiales disséminées dans de nombreux pays, les multinationales peuvent attaquer leur pays d'origine
- les lobbies pétroliers ont flingué la Directive sur la Qualité des carburants via les négociations du CETA
- Pour comprendre le fonctionnement de l'UE, il faut comprendre le fonctionnement des rapports entre l'UE et les lobbies économiques.
- voir doc coopération réglementaire/climat : <https://www.collectifstoptafta.org/ressources-materiels/article/cooperation-reglementaire-et-climat>
- voir article « Tafta ou climat : il faut choisir ! » : <https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports-37/article/climat-ou-tafta-il-faut-choisir>

Services :

- Attaques d'UPS et Fedex contre La Poste
- Faire le lien avec les libéralisations dans les cadres nationaux (loi Macron, Rebsamen) : le Tafta est une **couche supplémentaire** de ce processus qui dure depuis plusieurs décennies (avec l'ISDS en plus) → donc intéressant de montrer l'articulation interne/externe.
- Sur les marchés publics : Le Tafta engendrera un abaissement drastique des seuils d'appels d'offres – ce qui peut sembler positif – mais dans le cadre d'un appel d'offres transatlantique !
- question des collectivités locales qui font le choix de l'alimentation bio : S. Le Foll aurait diffusé un guide off de contournement des règles d'appels d'offre de produits alimentaires locaux.
- **rapport paru** : Voir <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1506>
- rapport CEO (en anglais) de la politique « Better Regulation » de l'UE : http://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/red_tape_crusade.pdf
- rapport syndicats belge CSC : <https://csc-services-publics.csc-en-ligne.be/echos-europe/Danger-TTIP/Danger-TTIP.html>

La coopération réglementaire :

- objectif : filtrer en amont tout projet de loi + passer au crible tout ce qui existe déjà
 - dans le CETA, ça s'appelle « Forum de coopération réglementaire »
 - c'est un accord « vivant » : la poursuite de la libéralisation a lieu en continu, et pour tout projet futur.
 - **Nouveau document (coopération réglementaire /climat) :**
- <https://www.collectifstoptafta.org/ressources-materiels/article/cooperation-reglementaire-et-climat>

Tafta & agriculture

- Sur les prix :

Quel rapport qualité/prix, de quoi parle-t-on ? Introduire les externalités négatives des premiers prix (environnement, climat, social...) quel rapport avec le budget des ménages ? La nourriture bon marché est un choix collectif structurant, de la Politique agricole Commune aux publicités des distributeurs, amplifié par la paupérisation de la population.

Qu'est ce que la rentabilité d'une ferme ? : taille, chiffre d'affaire, volume des subventions...

- Sur la souveraineté alimentaire :

De quel espace parle-t-on ? L'Europe qui négocie les accords, les nations, le local ? Comment faire pour que les tentatives locales, personnelles débouchent sur une transformation sociale? Quel rôle pour l'agriculture biologique.

- Sur le traité proprement dit :

Que penser des prétendues "lignes rouges", comment défendre les indications géographiques d'origine puis éviter, en cas de succès des effets d'aubaine par l'explosion de la demande et révision à la baisse des cahiers des charges.

- Site de la Via Campesina : <http://viacampesina.org/fr/>

- Site de la Confédération Paysanne : <http://www.confederationpaysanne.fr/>

Documentation générale : Caroline Collin a effectué un véritable travail de compilation autour des traités transatlantiques et des différents sujets associés (voir la **pièce jointe** du mail de ce CR) :

Les outils que vous avez à disposition sont:

- Des vidéos: courtes (2-5 minutes), plus longues (20-25 min) ou des reportages/films.
- Lecture: Des infographies, des 4 pages, brochures, rapports, livres, etc
- et même des pièces de théâtre...

Les rubriques de ces différents outils :

- Qu'est ce que le Tafta?
- Qu'est ce que le CETA
- Les enjeux agricoles des accords de libre échange
- ALE et social
- ALE et changement climatique
- Coopération réglementaire
- ISDS
- TISA
- APE
- Lobbies
- Quelles leçons tirer des accords de libre échange déjà à l'œuvre (ALENA)?
- Peut on arrêter ces accords?
- Comment vont se passer les négociations?
- Que disent nos institutions?

Le site bilaterals.org est également très utile pour suivre l'actu libre-échange.